



Organisation
internationale
du Travail

Résumé analytique

Rapport mondial sur les salaires 2012/13

Salaires et croissance équitable

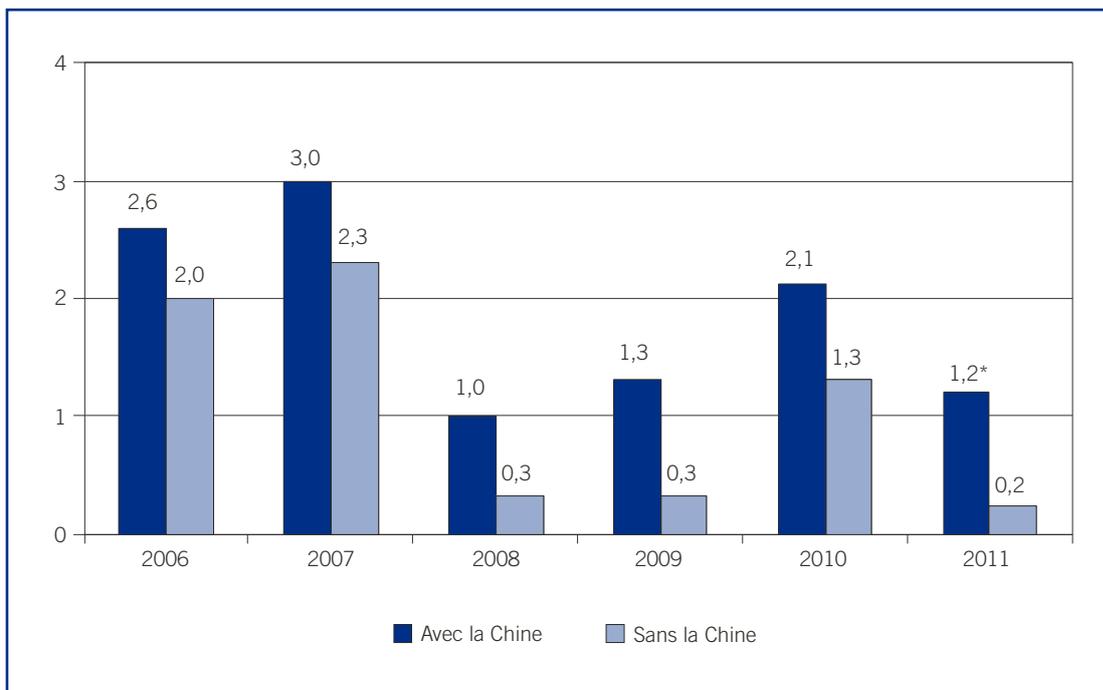
Résumé analytique

Grandes tendances des salaires

La crise continue de peser sur les salaires

La croissance des salaires moyens réels est demeurée bien inférieure aux niveaux d'avant la crise; elle s'est enfoncée dans le rouge dans les économies développées, cependant, elle est restée importante dans les économies émergentes. Les salaires moyens mensuels ajustés pour tenir compte de l'inflation – ce qu'on appelle les salaires moyens réels – ont augmenté globalement de 1,2 pour cent en 2011, alors qu'ils avaient cru de 2,1 pour cent en 2010 et de 3 pour cent en 2007. En raison de sa taille et de sa forte performance économique, la Chine a un poids considérable dans ce calcul du chiffre mondial. Si l'on omet la Chine, les salaires moyens réels n'ont augmenté que de 0,2 pour cent au niveau mondial en 2011, en baisse par rapport à 2010 (1,3 pour cent) et 2007 (2,3 pour cent).

Croissance annuelle moyenne des salaires réels au niveau mondial, 2006–11 (en pourcentage)



* Taux de croissance publiés en tant qu'«estimations provisoires» (sur la base d'une couverture d'environ c.75%).

Note: La croissance des salaires mondiaux est la moyenne pondérée de la croissance des salaires mensuels moyens réels d'une année sur l'autre dans 124 pays, couvrant 95.3 pour cent de l'ensemble des salariés dans le monde (pour une description de la méthodologie, voir l'appendice I).

Source: Base de données mondiale du BIT sur les salaires.

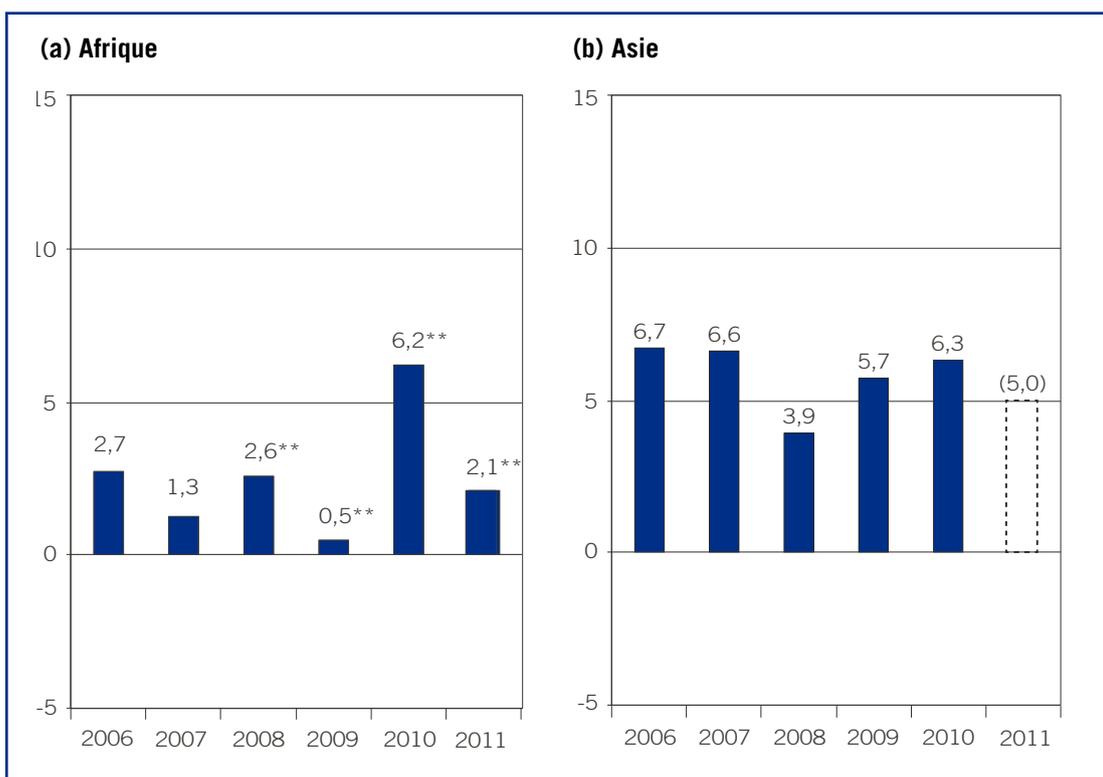
Différences régionales dans la croissance des salaires

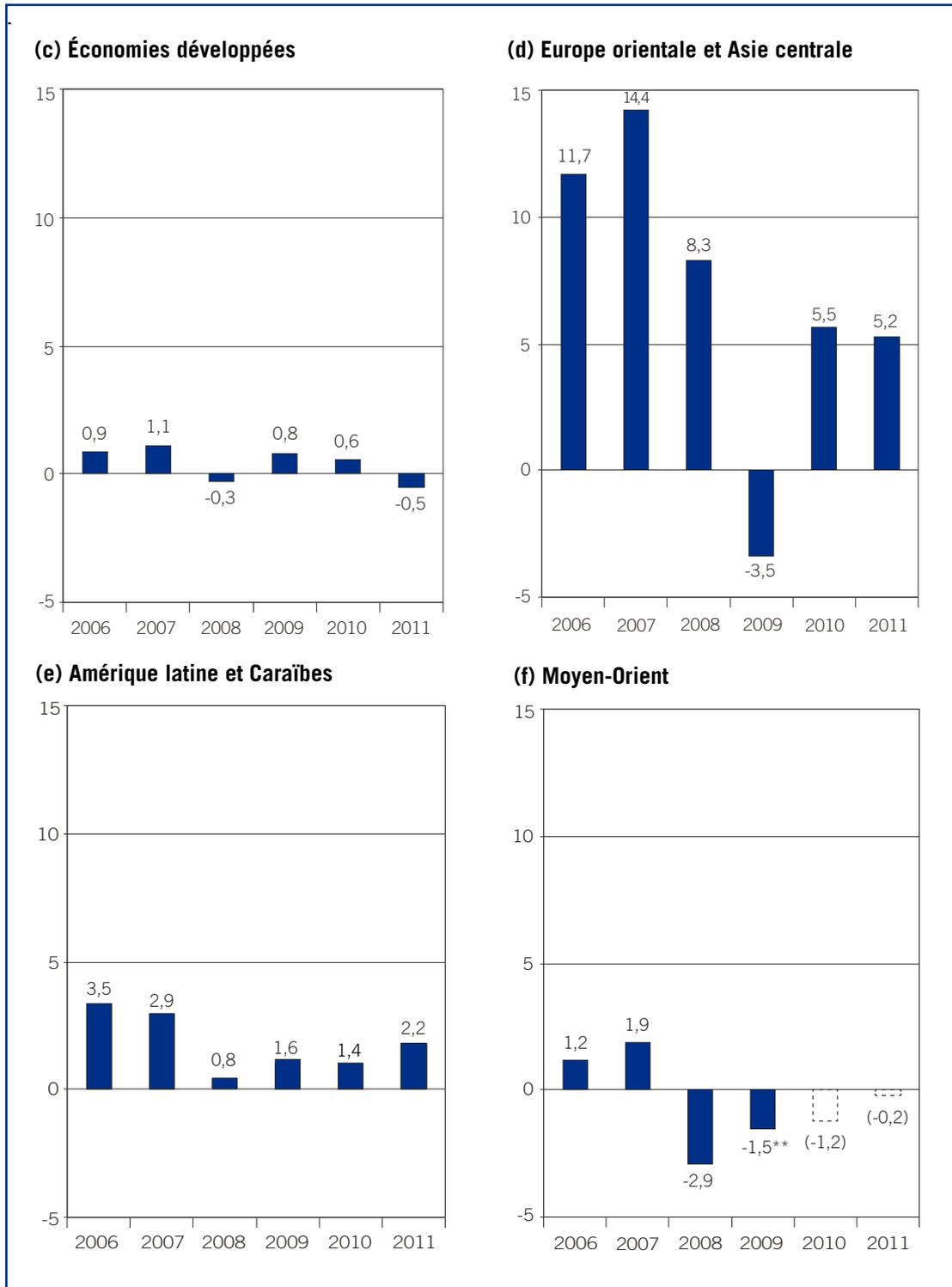
Il existe d'importantes variations géographiques dans les tendances de la croissance des salaires moyens réels. Les salaires ont enregistré un double creux dans les économies développées mais leur croissance est demeurée positive tout au long de la crise en Amérique latine et dans les Caraïbes, et encore plus en Asie. C'est en Europe orientale et en Asie centrale que les fluctuations ont été les plus fortes, en raison du solide redressement des salaires après la transition et avant la crise économique mondiale, et de la sévère contraction des salaires réels en 2009. Au Moyen-Orient, les salaires moyens réels ont apparemment baissé depuis 2008, mais certaines des estimations demeurent approximatives, de même que pour l'Afrique.

Croissance cumulative des salaires par région

Les différences entre les régions sont particulièrement marquées si l'on examine la croissance cumulative des salaires de 2000 à 2011. Au niveau mondial, les salaires moyens mensuels réels ont enregistré une croissance d'à peine un quart, en Asie ils ont presque doublé, tandis que dans les économies développées, ils ont augmenté d'environ 5 pour cent. En Europe orientale et en Asie centrale, les salaires réels ont presque triplé, mais cette augmentation s'inscrit pour l'essentiel dans le contexte du redressement après la transition vers des économies de marché. En Russie, par exemple, la valeur réelle des salaires s'est effondrée dans les années 1990 à moins de 40 pour cent de la valeur qu'ils avaient et il a fallu une autre décennie pour qu'ils retrouvent leur niveau initial.

Croissance annuelle moyenne des salaires réels par région, 2006–11 (en pourcentage)





* Taux de croissance publiés en tant qu'«estimations provisoires» (sur la base d'une couverture d'environ 75 pour cent).

** Taux de croissance publiés en tant qu'«estimations approximatives» (sur la base d'une couverture d'environ 40 à 74 pour cent).

() Taux de croissance publiés mais susceptibles de changer (sur la base d'une couverture de moins de 40%).

Note: Pour la couverture et la méthodologie, voir l'appendice I.

Source: Base de données mondiale du BIT sur les salaires.

Différences régionales dans les niveaux des salaires

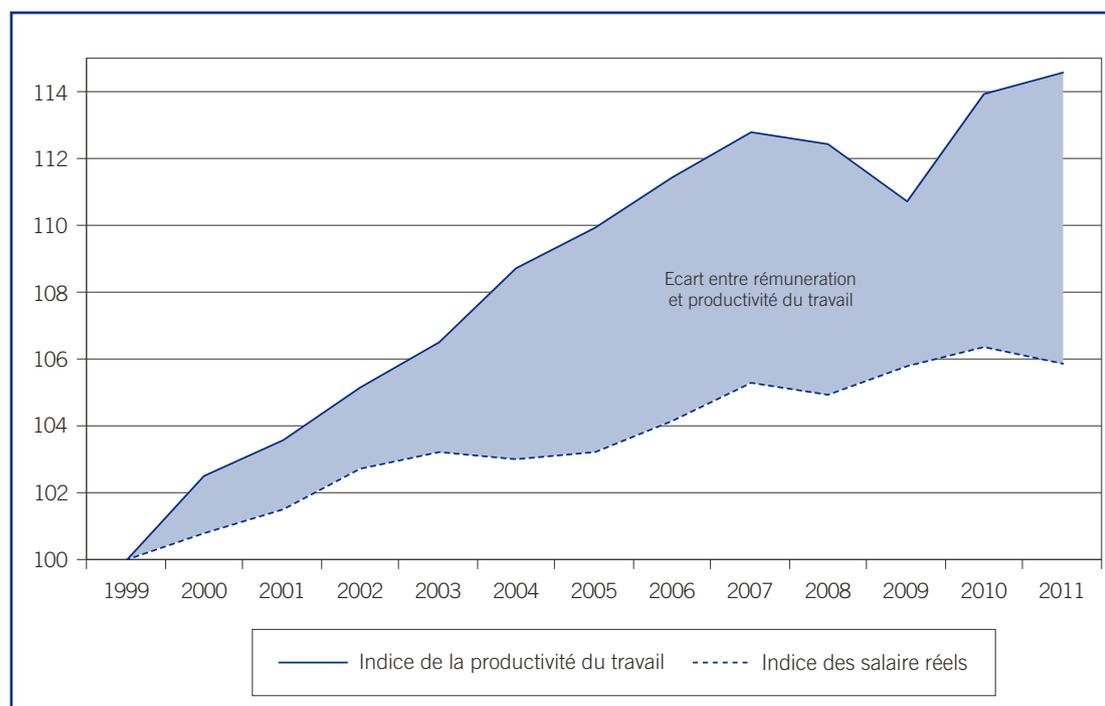
Les salaires ont affiché une croissance importante dans les économies émergentes, mais les différences dans les niveaux des salaires demeurent considérables. Aux Philippines, un travailleur du secteur manufacturier rapportait chez lui autour de 1,40 \$EU pour chaque heure travaillée. Au Brésil, la rémunération directe horaire dans ce secteur était de 5,40 \$EU, en Grèce elle était de 13,00 \$EU, aux États-Unis de 23,30 \$EU et au Danemark de 34,80 (taux de change de 2010, chiffres arrondis).

Baisse de la part du travail et croissance équitable

Une plus petite part du gâteau pour les travailleurs dans le monde entier

Entre 1999 et 2011, l'augmentation de la productivité du travail moyenne dans les économies développées a été plus de deux fois supérieure à celle des salaires moyens. Aux États-Unis, la productivité du travail réelle horaire dans le secteur des entreprises non agricoles a augmenté de 85 pour cent depuis 1980, tandis que la rémunération horaire réelle n'a augmenté que de 35 pour cent. En Allemagne, la productivité du

Tendances de la croissance des salaires moyens et de la productivité du travail dans les économies développées (indice: 1999 = 100)



Note: Comme les indices désignent une moyenne pondérée, les évolutions dans les trois plus grandes économies (États-Unis, Japon et Allemagne) ont une incidence particulière sur ce résultat. La productivité du travail est mesurée par la production par travailleur.

Sources: Base de données mondiale du BIT sur les salaires; BIT, Modèle économétrique des tendances, mars 2012.

travail a augmenté de presque un quart sur les deux décennies écoulées tandis que les salaires mensuels réels n'ont pas bougé.

La tendance mondiale a entraîné un changement dans la distribution du revenu national, la part des travailleurs baissant tandis que les parts du capital dans le revenu augmentent dans une majorité de pays. Même en Chine, pays où les salaires ont approximativement triplé durant la décennie écoulée, le PIB a augmenté plus rapidement que la masse salariale totale – et la part du travail a donc baissé.

La baisse de la part du travail est due au progrès technologique, à la mondialisation des échanges commerciaux, à l'expansion des marchés financiers et à la baisse du taux de syndicalisation, autant de facteurs qui ont miné le pouvoir de négociation des travailleurs. La mondialisation financière, en particulier, a peut-être joué un rôle plus important qu'on ne le pensait auparavant.

Effets de la baisse de la part du travail

Une baisse de la part du travail a une incidence non seulement sur ce que les gens considèrent comme équitable – en particulier compte tenu des préoccupations croissantes suscitées par les rémunérations excessives de certains des dirigeants d'entreprise ainsi que dans le secteur financier – elle touche aussi la consommation des ménages et peut donc créer des déficits de la demande globale. Ces déficits dans certains pays ont été compensés par un accroissement de leurs exportations nettes, mais les pays ne peuvent pas afficher tous en même temps un excédent des comptes courants. Partant, une stratégie fondée sur la réduction des coûts unitaires de main-d'œuvre, une recommandation fréquente pour les pays en crise qui enregistrent des déficits des comptes courants, peut comporter le risque de déprimer la consommation intérieure plus qu'elle n'accroîtra les exportations. Si un grand nombre de pays procèdent simultanément à des réductions des salaires à des fins de compétitivité, cela peut provoquer une «course vers le bas» au niveau des parts du travail, et réduire la demande globale.

Conséquences pour une croissance équitable

Distribution du revenu et niveaux des salaires

Le *Rapport mondial sur les salaires* apporte sa contribution à une vaste littérature traitant des évolutions de la distribution et des niveaux des salaires à l'intérieur des pays et d'un pays à l'autre, ainsi que des conséquences économiques et sociales de ces tendances. L'une des constatations essentielles de ces publications est l'accentuation de l'inégalité de revenu, au plan de la distribution fonctionnelle et personnelle du revenu.

S'agissant de la distribution fonctionnelle du revenu, qui concerne la manière dont le revenu national a été distribué entre le travail et le capital, il y a une tendance sur le long terme à la baisse de la part des salaires et à la hausse de la part des profits dans beaucoup de pays. La distribution personnelle des salaires est aussi devenue plus inégale, le fossé se creusant entre les salariés constituant les 10 pour cent du haut de l'échelle et ceux qui constituent les 10 pour cent du bas de l'échelle. Ces «déséquilibres» internes ont eu tendance à créer ou à exacerber les déséquilibres externes, même avant la Grande récession, les pays s'efforçant de compenser les effets négatifs de la

baisse de la part des salaires sur la demande de consommation en recourant au crédit bon marché ou en développant des excédents à l'exportation.

Renforcer le lien entre la productivité et les salaires

Que faudrait-il faire? Notre analyse suggère que les pouvoirs publics devraient prendre des mesures visant à un «rééquilibrage» tant au niveau national qu'au niveau mondial. En essayant de corriger les déséquilibres externes, les responsables politiques devraient se garder d'adopter un point de vue simpliste voulant que les pays puissent sortir de la récession par des réductions diverses. Ils devraient mettre en œuvre des politiques qui facilitent une relation étroite entre la croissance de la productivité du travail et la croissance de la rémunération des travailleurs. L'existence d'importants excédents des comptes courants dans certains pays donne à penser qu'il est possible de mieux relier les hausses de productivité aux salaires comme moyen de stimuler la demande intérieure. Les responsables politiques devraient prendre garde de ne pas encourager une course vers le bas dans les pays ou les parts du travail sont déficitaires ou encore dans l'ensemble de la zone euro. Les mesures d'austérité qui sont imposées de l'extérieur et qui court-circuitent les partenaires sociaux nuisent aux bonnes relations du travail.

Renforcement des institutions

Le «rééquilibrage interne» peut commencer par un renforcement des institutions servant à fixer les salaires. Comme il est difficile d'organiser les travailleurs, en particulier dans le contexte d'une segmentation croissante du marché du travail et d'une évolution rapide des technologies, il faut créer des environnements plus favorables et facilitateurs pour la négociation collective. Les travailleurs faiblement rémunérés ont aussi besoin d'une plus forte protection au plan de la fixation des salaires. Les salaires minima, s'ils sont correctement conçus, se sont avérés constituer un instrument de politique efficace qui peut fournir un socle salarial décent et assurer ainsi un niveau de vie minimum à ces travailleurs et à leurs familles.

Réformes en dehors du champ du marché du travail

Il est irréaliste d'essayer de réaliser une redistribution du revenu uniquement par des politiques relatives au marché du travail. La redistribution nécessitera aussi un certain nombre de changements en dehors des marchés du travail, y compris une réforme et une remise en état des marchés financiers pour rétablir leur rôle dans l'orientation des ressources vers les investissements productifs et durables. Il y a d'autres aspects très importants du «rééquilibrage» qui méritent une analyse plus détaillée, y compris l'équilibre entre la taxation des revenus du capital et la taxation des revenus du travail.

Un examen qui ne se limite pas aux salariés

Dans les économies en développement, les mécanismes de garantie de l'emploi par lesquels des salaires minima sont versés constituent aussi un moyen d'inciter les entreprises privées à se conformer au salaire minimum. Mais comme dans ces économies

et dans les économies émergentes environ la moitié seulement des travailleurs sont des salariés, il faut des mesures complémentaires pour créer plus d'emplois salariés et relever la productivité et les gains des travailleurs indépendants.

Le relèvement de la productivité moyenne du travail reste une entreprise difficile et essentielle qui doit mobiliser des efforts pour relever le niveau d'éducation et les capacités nécessaires à la transformation productive et au développement économique. L'élaboration de régimes de protection sociale bien conçus permettrait aux travailleurs et à leurs familles de réduire les montants de l'épargne de précaution, d'investir dans l'éducation de leurs enfants et de contribuer à renforcer la demande de consommation intérieure et à relever le niveau de vie.

Copyright © Organisation internationale du Travail

Ce résumé ne constitue pas un document officiel de l'Organisation internationale du Travail. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OIT. Les désignations utilisées n'impliquent de la part de l'OIT aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières. La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part de l'OIT aucune appréciation favorable ou défavorable.

Le texte peut être librement reproduit, à condition d'en mentionner la source.

Département de la communication et de l'information publique
Bureau international du Travail
4 route des Morillons, 1211 Genève 22, Suisse
Pour plus d'information, visitez notre site web www.ilo.org



Base de données mondiale du BIT sur les salaires: www.ilo.org/wage12.

Scannez le QR code avec votre smartphone
pour accéder à la base de données mondiale sur les salaires.